Soyons logiques

Autor(en): **Cornuz, Jeanlouis**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **26 (1989)**

Heft 941

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1010934

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Soyons logiques

Non pas la morale, mais la logique...

1. Je lisais l'autre jour le compte-rendu d'un procès — une affaire d'enfants maltraités, fouettés à coups de ceinture, etc. Le procureur disait qu'il est inadmissible de frapper un enfant au moyen d'un instrument. Fort bien, c'est également mon sentiment — mais alors il faut renoncer à vendre des verges (en Suisse) ou des martinets (en France). Il faut en interdire la vente et la fabrication, un enfant — c'est le cas de le dire — comprendrait ça.

2. Je lisais l'autre jour un article, ou une lettre de lecteur (un ou une de plus!) sur le problème des limitations de vitesse, en rapport avec les accidents. Et d'autres concernant la pollution. Limiter la vitesse à 100 km/h — pourquoi pas? Mais alors il faut renoncer à vendre des autos pouvant rouler à 160 ou 180 km/h. Il faut en interdire l'entrée chez nous, un enfant — ce n'est pas le cas de le dire — comprendrait ça.

3. Je lisais l'autre jour un article où l'on comparait l'ayatollah Khomeini à Hitler ou à un chef de gang, etc. Fort bien — mais dans ce cas, il faut renoncer à avoir avec lui des relations diplomatiques et commerciales, et notamment à lui vendre des armes. Un enfant, même plus ou moins débile, comprendrait cela. Voit-on la Suisse entretenir des relations avec Al Capone, ou avec son successeur? Voit-on la France livrer des armes à la camora napolitaine? Vous me direz: Mais Khomeini détient des otages... Ces malheureux Français... Ces infortunés Anglais... Il est vrai, mais du train où l'on va, il en détiendra encore plus, il renouvellera son stock, si besoin est...

Entre parenthèses: Rappelez-vous l'affaire des otages américains. A l'exception des Anglais, tout le monde a laissé tomber les USA de M. Carter. Je vous fiche mon billet que dans l'actuelle affaire, tout le monde laissera tomber l'Angleterre, à l'exception peut-être des USA. Les impératifs du commerce, n'est-ce pas — d'aucuns diraient (de mauvais esprits, des gauchistes, bien sûr): les impératifs du profit.

Oh! pendant que j'y pense: magnifique émission, sur la chaîne de TV suisse-allemande — un débat sur le blanchissement de l'argent, auquel prenaient part notamment Jean Ziegler et un représentant du Crédit Suisse. Ziegler lamentable à son habitude: des arguments sentimentaux, *démagogiques*, comme le lui a dit aussi sec le banquier: des histoires d'enfants morts de faim (40'000 par jour, paraît-il), d'adolescents mourant d'overdose... Et le banquier, le bon sens même! Ces deux milliards... *«Eigentlich, kein sehr grosser Betrag»* — textuel, j'ai pris note aussitôt — *«Au fait, pas une somme très considérable»*... C'est vrai, ça: deux milliards... quand on pense aux dépenses militaires de par le monde... Comment voulez-vous qu'un banquier se préoccupe de pareilles vétilles? ■

(réd) Chaque jour 40'000 enfants meurent des suites de la faim... Bien que ce chiffre revienne souvent, il est totalement faux. Il vaut la peine de refaire ici le raisonnement de Jean-François Revel (La Connaissance inutile). *40'000 par jour, cela fait 14'600'000 morts de faim par an. Or* «comme tout démographe qualifié peut l'indiquer aux esprits curieux, il meurt chaque année, en tout, sur l'ensemble de la planète, environ 50 millions d'êtres humains. (...) Dans ce total, les décès causés directement par la privation d'aliments oscillent, selon les années, entre 1 et 2 millions.» *Chiffre qui comprend aussi bien les enfants que les adultes.*

COURRIER

Suisse sans armée: et si on osait ?

Je me rappelle le désintérêt qu'affichaient bon nombre d'élèves, il y a quelques années, pour les problèmes de désarmement. L'enjeu, comme les missiles baladeurs au-dessus de leurs têtes, leur paraissait infiniment hors de portée, donc hors de propos.

Et voilà que des perspectives de désarmement s'amorcent sur la scène internationale. Et voilà qu'on lance une initiative pour une Suisse sans armée. Du coup le débat devient moins platonique et rebondit dans les classes. L'initiative ne déchaîne pas un enthousiasme forcené parmi les élèves. Beaucoup de réticences, échos des sagaces commentaires stratégiques et politiciens diffusés dans les familles (et ici même dans notre journal préféré): un désarmement ne peut se faire unilatéralement... les Suisses tiennent bien trop à leur armée... Certains reprennent le thème de «l'armée ciment national». Ce dernier argument est accueilli avec réserve. Apparemment, le ciment a de la peine à prendre.

Mais ce qui frappe, ce sont les hésitations, les interrogations sur les risques qu'encourrait réellement une Suisse sans armée, sur le sens même de cette armée. Et derrière ces doutes perce comme un espoir, celui de pouvoir enfin poser le problème en termes différents, de s'arracher à l'archaïque engrenage de la violence et de la dissuasion. Chimères d'adolescents? Peut-être, mais aussi la conviction que «la paix est le seul combat qui vaille d'être mené», comme l'affirmait Camus en 1945. Ces espoirs, ces attentes risquent de s'éteindre s'ils ne sont pas relayés politiquement. En recommandant le non à l'initiative, on brise les ailes fragiles de l'utopie.

L'utopie a ranimé un débat moribond, et c'est déjà beaucoup. Assumée et corrigée par la réalité, elle peut se transformer en projet, si on lui donne ses chances.

Alors, si on osait? Si on saisissait l'occasion de s'interroger, non pas sur un aménagement de la défense nationale, mais sur les possibilités à long terme de mettre cette défense en question; non pas sur la place que peut occuper l'armée en Suisse, mais sur la transformation de cette armée. Et si DP, avec l'audace que requiert une telle prospective, se lançait dans un vaste débat sur les chances — les risques aussi — d'une politique de désarmement progressif?

Rose-Marie Delley
Carouge